

Vers une plus grande cohérence de la politique pétrolière de la Russie?

S. Boussena,

Professeur associé, Université de Grenoble II, ancien ministre algérien de l'énergie,

et C. Locatelli,

Chargée de recherche CNRS, LEPII-EPE, Université de Grenoble II.

Octobre 2004

(A paraître dans la Revue de l'énergie)

Deux tendances récentes ont relancé le débat concernant la place et la stratégie de la Russie sur la scène pétrolière mondiale. La première est l'évolution de sa production pétrolière (plus de 9 Mb/j en 2004) et la seconde est la reprise en mains progressive de la politique pétrolière par le gouvernement de V. Poutine. La Russie sera-t-elle une variable clé dans les équilibres énergétiques mondiaux? Peut-elle, comme certains le suggèrent voire le souhaitent, devenir une alternative à l'approvisionnement de l'OPEP et/ou concurrencer l'Arabie Saoudite? Et le cas échéant le veut-elle? Sans sous-estimer le potentiel de développement du secteur des hydrocarbures (surtout en matière gazière) mais sans, non plus, se laisser impressionner par le rebond spectaculaire de sa production pétrolière - qui pour l'instant n'est qu'un rattrapage du niveau des années quatre-vingt - la réponse à cette question passe par une évaluation comparative des possibilités des deux parties à satisfaire la croissance mondiale de la demande de pétrole. En d'autres termes, l'enjeu est celui de la capacité d'expansion de leurs exportations pour faire face, sur une longue période, à la demande additionnelle.

Récupérer la place de premier producteur pendant un laps de temps ne donne pas automatiquement un statut de concurrent à l'Arabie Saoudite au niveau du marché mondial. A ce sujet deux questions se posent. La Russie peut-elle durablement augmenter sa production? Et peut-elle disposer d'une capacité de production en réserve (*spare capacity*) pour agir sur les prix? Si l'expansion de la production de l'OPEP est conditionnée essentiellement par des aspects juridiques et géopolitiques, pour la Russie, outre cette question, il existe d'autres contraintes liées à l'évaluation des réserves, aux coûts réels de production et à l'évolution de la demande intérieure.

En fait, les hésitations de la Russie dans son positionnement vis-à-vis de l'OPEP (et à sa politique de prix), constatées depuis 2001, ne font que refléter sa recherche d'une stratégie pétrolière en plus grande adéquation avec sa situation interne et le nouveau contexte international. A l'inverse des dix dernières années, la Russie entend aujourd'hui harmoniser sa politique pétrolière en fonction des moyens dont elle dispose effectivement et des contraintes économiques et institutionnelles de sa transition vers une économie de marché.

D'une évaluation comparative régulièrement actualisée par divers organismes compétents, il ressort, que si la Russie peut encore jouer un rôle important, il ne lui sera pas possible, sur une plus longue échéance, de rivaliser avec l'OPEP et plus particulièrement avec l'Arabie Saoudite. Mais au delà de son incapacité physique à concurrencer à long terme l'OPEP, il n'apparaît pas non plus que la Russie cherche à se fixer un tel objectif. Sous cet angle, l'intérêt croissant accordé par les autorités russes au secteur pétrolier ne devrait donc pas être interprété comme une velléité de rivaliser avec l'OPEP mais comme une orientation stratégique visant à utiliser la puissance pétrolière de la Russie non seulement à des fins économiques mais aussi en tant qu'instrument supplémentaire de politique étrangère et de négociation internationale.

Cette politique pour être cohérente devrait choisir entre deux modèles « polaires », le premier que l'on peut qualifier de « modèle norvégien » et le second de « modèle OPEP ». Dans le premier, le secteur des hydrocarbures reste important mais il n'est pas considéré comme un facteur de croissance économique fondamental. En revanche, dans le « modèle OPEP », le secteur des hydrocarbures est la principale (voire seule) source de revenu externe et l'Etat a tendance à l'instrumentaliser pour le mettre au service d'autres objectifs, notamment de développement ou de redistribution des revenus. Le positionnement de la Russie vis-à-vis de l'OPEP est, en partie, la résultante des choix entre ces deux options. Si l'objectif déclaré demeure celui d'une économie de marché, suggérant le « modèle de type norvégien », l'échec des réformes semble pousser les autorités russes à utiliser l'industrie pétrolière et gazière à des fins de restructurations économique et sociale internes mais aussi comme levier dans leur politique internationale. Cela ne se traduit pas forcément par une remise en cause du processus de privatisation mais l'on pourrait plutôt s'orienter vers une forme de contrôle étatique qui s'appuie sur une forte participation du secteur public alliée à des capitaux privés proches des centres de pouvoir et le cas échéant sur des compagnies étrangères qui accepteraient des parts minoritaires dans les entités mises en place. Dans une telle perspective, quels peuvent être le poids et la stratégie de la Russie dans un marché pétrolier mondial ?

1. Production, Exportations : des écarts considérables selon les diverses prévisions.

La place de la Russie sur le marché pétrolier international dépendra du niveau de ses exportations et donc de sa production future.

- Les prévisions de production pour 2010

Pour l'heure et apparemment pour quelques années encore, la production additionnelle hors de la zone OPEP provient essentiellement (80% sur la période 2000-2003) de la production de l'ex-Union soviétique (Russie et Caspienne), au point où certains analystes ont estimé que la Russie (elle-même 79% de cette part) pourrait contrebalancer l'influence de l'OPEP. Les diverses prévisions pour 2010 varient considérablement allant de 6 à 12 Mb/j. Les plus optimistes estiment que le niveau record de la Russie de 1987 (11,4 Mb/j) pourrait être atteint dès 2008/2010. Mais pour d'autres plus septiques, la progression serait moindre car les facteurs haussiers à la base de l'augmentation des cinq dernières années sont progressivement en train de s'épuiser. Dans cette optique, la capacité d'expansion de la production serait fortement liée aux investissements d'exploration et de développement dans les nouvelles régions. Les hypothèses les plus basses relèvent de certains organismes russes dont le ministère des Affaires Etrangères (5,6 Mb/j) et les plus hautes proviennent des estimations faites par les compagnies pétrolières privées et par certains experts occidentaux (11-12 Mb/j). Entre les deux, le scénario « modéré » prévoit un niveau qui se situerait entre 8-9,6 Mb/j, c'est-à-dire pour la limite supérieure de cette fourchette au niveau actuel. Ainsi, dans la récente version du plan énergétique de long terme du gouvernement, 2020, (mai 2003), la borne supérieure de cette fourchette est qualifiée d'optimiste. Elle repose sur une hypothèse de prix du pétrole de plus de 30\$/b. Dans le « scénario bas » correspondant à des prix inférieurs à 30\$/b, la production pourrait chuter à 7,2 Mb/j en 2010 voire à 5,6 Mb/j au cas où les efforts de renouvellement des réserves ne seraient pas réalisés. L'AIE dans ses prévisions les plus récentes (octobre 2004) prévoit un niveau de 10,4 Mb/j en 2010 qui resterait plus ou moins stable jusqu'en 2020 (10,6 Mb/j), soit une révision à la hausse par rapport à ses précédentes évaluations (2002). Pour un horizon de temps aussi rapproché, on peut être surpris que persistent encore de telles incertitudes.

Prévisions de la production pétrolière russe
Mb/j

		2003	2007	2010	2015	2020
Compagnies pétrolières russes	TNK	8,5	10,0	11,1		
	Yukos	8,5	9,0 (2005)	11,0		11,0
Plan énergétique de long terme : 2003	Scénario Haut (1)	8,5		9-9,8	10,17	9-10,4
	Scénario Bas	8,5		7,2		6,3
Plan énergétique long terme : 2000		8,5		6,1-6,7	6,1-6,9	6,1-7,2
M. Energie :2000					8,0	
Ministère de l'Economie : 2004	Scénario optimiste		9,14 (2006)			
	Scénario pessimiste		5,62 (2006)			
M. Ressources naturelles : 2002		8,5				5,0
M. Affaires étrangères : 2002		8,5	9,0	5,6	5,6	
Experts indépendants	Troika Dialog (2003)	8,5	10,2	10,9		
	Laherrère (2002)	8,5	7,7 (2008)			5,0
	Modèle OWEM (2002)	8,5		8,2		8,7
	ASPO (2003)	8,5		9,34		4,85
	Khartukov (2003)		9,8-10,0	11,8-12,1		
	CGES (2004), (2)		10 (2006)	12,0	13,0	
	Woodmac scénario de base			10,38	9,09	7,41

	Woodma c scénario élevé, (3)			12,04	10,66	8,69
Org internationales	AIE, WEO (2004)			10,40		10,60

(1): Avec un prix supérieur à 30\$/baril ; (2) : CGES : Centre for Global Energy Studies. Ces prévisions sont basées sur un prix international du pétrole supérieur à 20\$/baril ; (3) : Il s'agit d'un scénario sans contraintes.

Sources : Rapport d'activité des différentes compagnies pétrolières russes ; *The Moscow Times*, différentes années, Fontaine (J.-M.), Laherrère (J.), Perrodon (A.)- « Le rebond de la production pétrolière en Russie : Quelles perspectives à long terme ? Quelles opportunités industrielles ? ».- *Revue de l'Energie*, n° 538, juillet-Août 2002, p. 421-432 ; « World Energy Investment Outlook 2002 ».- *AIE-OCDE*, 2002 ; « Putin seizes Yukos shares ; Yukos names new CEO » *OGJ*, 10 novembre 2003 ; Khartukov (E.), Starostina (E.)- « Ex-Soviet Oil Exports : Are the Russians really Coming ».- *MEES* 47 :4, 26 janvier 2004, 10 p.

- *Les conséquences sur les niveaux d'exportation de brut*

Ces scénarii de production induisent divers niveaux possibles d'exportations de pétrole brut. Or, ce sont ces derniers qui constituent la variable déterminante pour les équilibres sur le marché international. Aux positions extrêmes, on trouve d'un côté la plus optimiste (Khartukov, 2003)¹ qui estime ces exportations au niveau de 7 Mb/j et d'un autre celle qui les situe à un maximum de 5,5 Mb/j en 2010. Outre l'importance des écarts entre les deux hypothèses, ces prévisions marquent une nette progression par rapport au niveau actuel d'exportations actuelles. Selon ces projections, la part des exportations représenterait 50% à 60% de la production alors qu'elle est à moins de 45% actuellement. Une telle évolution contredirait la tendance d'une plus grande consommation intérieure en liaison avec la croissance économique annoncée. En effet, selon la Banque Mondiale, pour les 5 à 10 années à venir, il ne faut pas s'attendre à un bouleversement de la structure de l'économie nationale. Si reprise économique il y a, elle sera couplée à une hausse des revenus des ménages induisant un développement des transports et donc de la consommation des carburants. Selon l'AIE, la demande pour les transports devrait augmenter de 2% par an d'ici 2030². Si ces hypothèses se confirment, les niveaux d'exportation de pétrole et de produits pétroliers seront moins élevés que ne le projettent les scénarii cités plus haut. Comment expliquer de tels écarts pour une période aussi rapprochée ?

¹ Concernant ces perspectives d'exportation, un point important doit être noté. Celles-ci résultent d'une addition de tous les projets d'oléoducs envisagés sans considération de l'aspect financier ni du processus de décision des autorités concernées et donc du planning concret, tel par exemple le projet de Murmansk dont la réalisation est pour l'heure loin d'être confirmée.

Cf l'étude de Khartukov (E.), Starostina (E.)- « Ex-Soviet Oil Exports : Are the Russians really Coming ».- *MEES* 47 :4, 26 janvier 2004, 10 p.

² Le taux d'équipement en voiture individuelle est extrêmement bas de 119 véhicules pour 1000 personnes contre 259 en Pologne et 542 en Allemagne.

« Chapitre 9 : Russia-An in Depth Study » in World Energy Outlook 2004, draft AIE-OCDE, septembre 2004

Prévisions des exportations pétrolières
Mb/j

		2005	2006	2010	2015	2020
Khartukov 2003 paru dans Petrostrategi es	Scénario probable	6,2		7,0	7,0	
	Expor inchangées	5,6		5,6	5,6	
Khartukov 2003		5,0-5,2 (2007)		7,0-7,2		
Plan long terme : 2002				5,0		3,36
Plan long terme : 2003						4,6
Wood Mackenzie	Scénario de base	5,6	5,8	5,9		
AIE, 2003				5,5		5,3
Transneft		4,8				
Ministère russe de l'Economie	Scénario optimiste	4,98	5,04			
	Scénario pessimiste	4,62	4,66			

Sources : Khartukov (E.), Starostina (E.)- "Ex-Soviet Oil Exports : Are the Russians really Coming".- *MEES* 47 :4, 26 janvier 2004, 10 p ; *The Moscow Times*, différentes années ; « World Energy Investment Outlook 2002 ».- *AIE-OCDE*, 2002 ; « Putin seizes Yukos shares ; Yukos names new CEO » *OGJ*, 10 novembre 2003 ; *Pétrostratégies* du 10 mars 2003, p. 7.

2. Les déterminants de la future production pétrolière restent incertains

Au-delà des motivations des différents acteurs qui portent ces scénarii (les compagnies privées voulant maximiser la production et les ministères favorisant l'exploration), l'ampleur des écarts existants entre les diverses estimations traduit l'opacité et les incertitudes qui caractérisent encore l'industrie pétrolière russe. A l'inverse du gaz pour lequel les conséquences des diverses hypothèses sont moins grandes en raison de l'importance des réserves, la faible fiabilité des données quant au pétrole (réserves, coûts, prix, capacités de production réelles, déplétion des gisements, organisation, fiscalité, structure de l'actionnariat des compagnies) vient s'ajouter à la faible lisibilité des stratégies des acteurs dans le contexte d'une transition marquée par l'instabilité des droits de propriété³. Le futur de la production pétrolière russe dépend de plusieurs variables.

- *L'augmentation de la production pourra-t-elle se maintenir au rythme de la récente période passée ?*

³ Tompson (W.)- *Putin and the 'Oligarchs' A two-Sided Commitment Problem*.- The Royal Institute for International Affairs, Prospects For The Russian Federation Project, REP BN 04/03, august 2004, 16 p.

Les sources de l'augmentation de la productivité de la période 1998-2004, à l'origine du rebond spectaculaire de la production de brut depuis 2000, pourraient ne plus avoir les mêmes effets dans les années à venir. Ainsi par exemple, la dévaluation du rouble en 1998, par un simple jeu d'écriture, a permis une amélioration partielle de la rentabilité de l'exploitation pétrolière. Additionnée à l'augmentation des prix à la même période, cette marge a permis aux compagnies pétrolières russes des investissements conséquents pour une plus grande récupération assistée des gisements existants et la réouverture des puits fermés en 1994. (Nous rappelons qu'à cette date 28% des puits russes avaient été fermés). Ainsi, l'essentiel de la production additionnelle enregistrée ces dernières années est en fait attribuable à la réhabilitation de gisements existants⁴. Si on ne peut nier les gains de productivité obtenus sur ces derniers, se pose le problème d'une gestion efficace des réserves en place. Dans les faits, cette augmentation de la production semble s'être réalisée sans un contrôle des autorités sur le respect de la conservation des gisements.

- *Les incertitudes sur les réserves*

L'une des plus grandes inconnues pesant sur les évolutions de la production russe est celle relative aux réserves. Elles sont importantes mais leur montant est sujet à de nombreuses controverses. Les estimations vont de 48 à 140 milliards de barils selon les sources⁵. Il existe également des problèmes de gestion et de conservation des gisements comme signalés plus haut du fait de la politique de soutirage maximum pratiquée par les associations de production durant la période soviétique et vraisemblablement encore aujourd'hui. La faiblesse des investissements dans l'exploration qui caractérise le comportement des compagnies russes dans la phase actuelle ne fait qu'accroître les incertitudes qui pèsent sur les évolutions à long terme de la production pétrolière. Ceci peut, d'ailleurs, expliquer les déclarations parfois alarmistes de la part de certains officiels et experts russes. Selon l'AIE, 60% des réserves prouvées seraient classées dans la catégorie des « réserves difficiles à récupérer »⁶. Le faible volume d'exploration depuis le début de la décennie quatre-vingt-dix⁷ conduit à s'interroger sur le rythme des mises en production de nouvelles provinces pétrolières face à l'épuisement des grands bassins de Sibérie occidentale. On peut noter à ce sujet qu'à l'exception notable de Lukoil, les principaux « majors » russes ont, essentiellement, accru leurs réserves par des mécanismes de fusion et d'acquisition de plus petites compagnies pétrolières⁸.

⁴ Plus de la moitié de la hausse de la production est attribuable à trois compagnies pétrolières, Yukos, Sibneft, Surgutneftgaz, les deux premières ayant massivement investi dans des technologies de récupération assistée (hydro- fracture, forages horizontaux). « World Energy Investment Outlook 2003 ».- *AIE-OCDE*, 2003, p. 148.

⁵ A titre d'exemple, selon BP, les réserves pétrolières de la Russie seraient de l'ordre de 60 milliards de barils, selon OGJ de 48,6 milliards de barils et selon IHS Energy de 140 milliards de barils fin 2001. Les évaluations de l'USGS donnent un chiffre de 207 milliards de barils. Cf. « Saudi Pact Shows Russia's New Strength ».- *Petroleum Intelligence Weekly*, 8 septembre 2003, p.1-2.

⁶ AIE, 2003, op. cit., p. 148.

⁷ Le volume d'exploration dans le secteur pétrolier a diminué de plus de 30% en 2002 par rapport à 2001. Cette tendance s'est poursuivie en 2003. « Russian Economy : Trends and Perspectives ». *Institute for The Economy in Transition*, Monthly Bulletin, septembre 2003 et juillet 2003.

⁸ Lukoil a développé une stratégie d'investissement dans l'exploration de nouvelles provinces pétrolières principalement dans le nord de la Caspienne et dans le bassin de Timan Pechora.

- *Les incertitudes « organisationnelles »*

Le statut futur de l'industrie pétrolière russe ne semble pas encore avoir été complètement défini. Les développements récents indiquent plutôt des hésitations entre plusieurs formes possibles⁹. La première serait de mettre en place un ensemble d'entreprises publiques qui domineraient le secteur, relais d'une politique centralisée. La deuxième consisterait à poursuivre la structuration du secteur par le développement de compagnies au capital public, privé et étranger, cette dernière option n'excluant pas que l'Etat garde dans les principales d'entre-elles une *golden share*. Sachant que le modèle d'une privatisation totale est pour l'heure écarté, c'est dans cette seconde option que pourraient être sécurisés, dans cette phase, les droits de propriété privés nécessaires au développement de stratégies d'investissements de long terme. Jusqu'ici, la privatisation avait été effectuée dans un environnement marqué par la faiblesse et l'opacité des institutions de marché, ouvrant peu de perspectives à un développement de type compagnies pétrolières internationales. En particulier, elle a suscité, de la part des groupes privés, ayant acquis les compagnies publiques bradées par le programme dit des *Loans for Shares* de 1995¹⁰, des comportements spécifiques de *cash stripping* (recherche d'une valorisation immédiate des actifs) et d'*asset stripping*¹¹ (prédation des actifs) peu compatibles avec des stratégies de renouvellement des ressources pétrolières.

- *l'ampleur du financement étranger*

L'augmentation spectaculaire des prix accroît les revenus et donc les possibilités d'autofinancement pour la Russie. Toutefois, étant donné que les objectifs de diversification de l'économie impliquent de consacrer ces revenus supplémentaires aux autres activités, cela devrait, toutefois, inciter les autorités à recourir à plus de financement externe pour le développement du secteur des hydrocarbures, considéré comme plus attractif pour les étrangers. En effet, le financement des investissements nécessaires est considérable, de l'ordre de 328 milliards de \$ sur la période 2001-2030 selon l'AIE¹². Alors qu'avant l'arrivée de V. Poutine, les privatisations du secteur pétrolier avaient intégré relativement peu de capitaux étrangers du fait des ambiguïtés institutionnelles et juridiques, la reprise en main progressive du secteur par les autorités centrales est susceptible de clarifier les choix et les formes que

⁹ Industrie extrêmement concentrée, quatre grandes compagnies pétrolières privées, Lukoil, Yukos, TNK (aujourd'hui TNK-BP) et Surgutneftegaz assurent 66% de la production et 57% des exportations. L'actionnariat de l'ensemble de ces compagnies est largement détenu par les banques russes, à l'exception de Rosneft dont la totalité des actions est aux mains de l'Etat. Sa part dans la production est, toutefois, relativement marginale avec 3,8 % de la production.

Locatelli (C.), Finon (D.).- "L'échec du consensus de Washington dans une économie en transition : institutions formelles de marché et secteur de rente." *Economie appliquée*, 2004 (à paraître), 28 p.

¹⁰ Ce système de prêts contre des actions a donné aux banques russes le contrôle pendant trois ans d'une partie des actions de l'Etat dans le capital des holdings pétrolières contre l'ouverture de crédits au gouvernement. A l'échéance fixée, l'Etat disposait d'un droit de reprise des actions contre remboursement des prêts. Dans le cas contraire, les actions devaient faire l'objet d'un rachat définitif au terme de l'organisation d'appels d'offre, ce qui était censé ouvrir l'actionnariat des compagnies.

¹¹ Hoff (K.).- « The logic of Political Constraints and Reform With Application to Strategies for Privatization ».- *The World Bank*, 4 December 2002, 39 p.

¹² Dans le document publié en 2003 par le gouvernement russe relatif à la Stratégie Energétique russe, les investissements nécessaires sont chiffrés à 230-240 milliards de \$ pour la période 2000-2020. AIE-OCDE, 2003, op. cit., p. 144-146.

peuvent revêtir les interventions des opérateurs étrangers¹³. En d'autres termes, beaucoup de compagnies pétrolières se sentiraient plus confortées avec des *production sharing* de type OPEP plutôt qu'avec une totale privatisation sans garantie étatique centrale. Le nouveau contexte international pétrolier avec une offre contrainte pour les années à venir a changé les termes de l'équation quant à la participation du capital international. Alors qu'en général les compagnies pétrolières internationales aiment bien être les opérateurs, elles pourraient dans une certaine mesure se contenter de prises de participation substantielles mais minoritaires sous réserve d'avoir des garanties plus solides que celles de la période précédente. Ceci est d'autant plus vrai qu'elles ont vu leur profit et leur cash flow exploser avec l'augmentation des prix. Il devient par ailleurs indispensable d'accroître leurs réserves propres alors que pour l'instant les pays de l'OPEP n'ont pas encore totalement ouvert leur upstream.

- *Une production soumise aux évolutions du prix international du pétrole*

Le maintien d'une certaine stabilité de la production pétrolière russe même au niveau de 8 Mb/j suppose la mise en valeur de provinces moins bien connues et plus difficiles d'accès comme celles de Timan Pechora et de Sibérie orientale¹⁴. Ce déplacement progressif du cœur de la production vers ces provinces risque de se traduire par une croissance importante des coûts de production¹⁵. La production russe est loin d'être insensible au niveau du prix du brut. En fait, tous les scénarii « optimistes » en matière de production exigent des prix relativement élevés du pétrole sur les marchés internationaux.

- *A moyen terme, la contribution russe à l'offre incrémentale pétrolière mondiale disparaîtra*

Même avec les hypothèses les plus optimistes, compte tenu des taux de déplétion et de l'estimation présente des réserves récupérables et possibles, la production russe devrait plafonner à un maximum de 11 Mb/j après 2010. La Russie couvrirait 12% de la demande mondiale de brut contre 44 % pour l'OPEP (14 % pour l'Arabie Saoudite). Avec une production de 6 Mb/j, sa part tomberait à 6,6%. Un cas extrême, certes, mais que certains n'excluent pas. En supposant que la réalité serait probablement à un niveau intermédiaire, on peut en déduire que sa part dans la demande additionnelle mondiale aura tendance à diminuer voire disparaître vers 2010. A long terme cette tendance s'affirme encore plus nettement. Selon le modèle POLE pour que les équilibres puissent être établis en 2030, la part de l'OPEP devrait augmenter à 54% et celle de l'Arabie saoudite à 19% alors que pour toute la zone CEI (Russie et Caspienne) elle s'établirait autour des 10%. En conséquence, même dans l'hypothèse d'une production de 11-12 Mb/j en 2010, la Russie ne pourra pas concurrencer le leadership de l'OPEP à long terme.

¹³ Locatelli (C.).- "The russian oil industry between public and private governance : obstacles to international oil companies' investment strategies". *Energy Policy*, 2004, (à paraître), 17 p

¹⁴ Fontaine (J-M.), Laherrère (J.), Perrodon (A.).- « Le rebond de la production pétrolière en Russie : Quelles perspectives à long terme ? Quelles opportunités industrielles ? ».- *Revue de l'Energie*, n° 538, juillet-Août 2002, p. 421-432.

¹⁵ Quatre grands types de facteurs sont susceptibles de faire croître ces coûts : des conditions climatiques plus difficiles, la détérioration de la qualité des réserves russes qui conduit à la mise en production de gisements plus petits, plus difficiles à exploiter et moins productifs, l'importance des investissements nécessaires à la mise en production de zones plus éloignées et plus difficiles, la prise en compte du coût en capital, largement ignoré sous l'époque soviétique en raison des modalités de calcul de l'amortissement. Il n'en reste pas moins vrai que de fortes incertitudes pèsent et continueront à peser sur le coût de production de la réserve russe.

Poids de la zone CEI et de l'OPEP dans la scène pétrolière
2010 et 2030
Mb/j

	2010	2030
Demande mondiale de brut	90	121
Offre OPEP de brut	40	65
-dont Arabie Saoudite	13,1	23,2

Source : POLE-EPE.

3. La Russie n'est pas insensible au niveau des prix du pétrole

L'intérêt objectif de la Russie n'est donc pas de s'opposer à l'OPEP mais plutôt de soutenir (même indirectement) la politique de prix de l'organisation¹⁶. Trois facteurs militent en faveur d'une telle stratégie.

- *Premièrement, l'évolution de ses capacités de production pétrolière*

Les prix conditionnent la rentabilité des compagnies pétrolières russes, l'attraction des investissements étrangers et le financement des investissements nécessaires au renouvellement des réserves.

- *Deuxièmement, sa croissance économique*

De l'ordre de 7,3% en 2003, la croissance reste à ce jour largement tirée par les prix internationaux des hydrocarbures. Selon un récent rapport de la Banque mondiale, seuls des prix du pétrole élevés ont historiquement permis à la Russie d'obtenir une croissance économique supérieure à 5,5%. Ainsi, l'étude de J. Rautava, réalisée en 2002, démontre qu'une augmentation de 10% du prix du pétrole permet une croissance supplémentaire de 2,2% du PNB¹⁷. Selon Goohoon Kwon, représentant du FMI à Moscou, au moins 80% des gains enregistrés est dû au secteur des hydrocarbures, l'accroissement des revenus pétroliers étant étroitement lié à l'augmentation des prix du pétrole¹⁸. Le secteur des hydrocarbures a été un facteur essentiel de la hausse des revenus de la Russie enregistrée après la crise financière de 1998. Par ailleurs, selon J.P. Pauwels et C. Swartenbroekx, le risque lié à une perte de compétitivité des autres exportations (non énergétiques) due à une appréciation du taux de change (du fait de la hausse du prix du pétrole) reste très limité. La baisse éventuelle des

¹⁶ Il faut rappeler que les exportations d'hydrocarbures représentent plus de 60% des recettes en devises de la Russie. Cette dépendance la rapproche de la situation des pays de l'OPEP.

¹⁷ Rautava (J.).- « The role of oil prices and the real exchange rate in Russia's economy ».- *Bank of Finland, Institute for Economies in Transition, BOFIT, Discussion Papers*, 2002, n°3, 21 p.

¹⁸ Goohoon Kwon.- « Budgetary impact of Oil Prices in Russia ».- *IMF*, 1 august 2003, 7p.

recettes issues des autres exportations serait plus que compensée par l'augmentation des recettes énergétiques (en raison d'une faible élasticité prix de la demande mondiale pour les autres exportations)¹⁹. Enfin, la sensibilité de l'économie russe à la volatilité des prix internationaux des hydrocarbures serait encore plus importante qu'officiellement reconnu puisque toujours selon la Banque Mondiale, le secteur des hydrocarbures représenterait 25% du PNB russe et non 9% comme l'affirment les statistiques officielles du Goskomstat. En conséquence, toute baisse des prix est fortement dommageable aux équilibres macro-économiques donc à la stabilité sociale et inversement une hausse des prix améliore notablement la situation du pays comme on le constate actuellement²⁰.

- *Enfin, le soutien de la politique gazière*

C'est un élément déterminant car les prix des produits pétroliers influent fortement sur celui du gaz naturel. A moins d'un prix du pétrole de 25\$, la rentabilité de certains investissements de Gazprom comme ceux de Yamal devient problématique. Or les réserves de gaz naturel et leur valorisation sont incontestablement l'avantage comparatif de la Russie sur le marché international des hydrocarbures. En effet, les exportations gazières déjà considérables (de l'ordre de 139 milliards de m³ par an à destination de l'Europe) devraient continuer à croître dans le futur (près de 200 milliards de m³ par an exportés aux alentours de 2010). Si la Russie veut jouer un rôle stratégique dans ce secteur - elle en a les moyens - des prix relativement élevés du pétrole lui sont doublement nécessaires : rentabilité des projets gaziers compte tenu des lourds coûts de transport et des ressources financières nécessaires pour financer leur mise en valeur (notamment provinces de Yamal et de Sibérie orientale). La possibilité d'une plus grande politique gazière internationale de la part de la Russie²¹ (c'est-à-dire au-delà du marché européen) est fortement conditionnée par le niveau des prix du pétrole.

4. Positionnement vis-à-vis de l'OPEP

La Russie du fait de son poids et de sa politique de maximisation de la production peut dans certaines conditions, par exemple lorsque les capacités de production au niveau mondial sont excédentaires, influencer les cours du pétrole. Elle doit donc adopter une position claire vis-à-vis de la politique des prix de l'OPEP. Deux options sont possibles et se sont affrontées au cours des dernières années. La première portée par les compagnies pétrolières privées russes (du moins celles qui exportent et/ou qui sont dominées par les banques), caractérisée par des comportements de *cash stripping* et d'*asset stripping*, a pour but de maximiser sur le très court terme les exportations pour valoriser rapidement les actifs. Cette tendance était relayée parfois publiquement par des officiels proches de ces groupes d'intérêts. Elle a failli mener la Russie à s'opposer à l'OPEP ou tout au moins à lui faire adopter un comportement de *free-rider* (passager clandestin). La deuxième portée par une partie du gouvernement russe (certainement par V. Poutine lui-même), et probablement par Gazprom qui apprécie stratégiquement des prix élevés, a tendance à favoriser une coopération avec l'OPEP. L'affrontement entre ces deux tendances a atteint son sommet en 2002 et les difficultés du

¹⁹ Pauwels (J.P), Swartenbroekx (C.).- « La politique pétrolière russe : entre le G8 et l'Arabie Saoudite ».- *Revue de l'Energie*, n° 537, juin 2002, p. 366-379.

²⁰ La première conséquence du taux de croissance élevé de l'économie russe en 2003 a été un déclin significatif des niveaux de pauvreté. World Bank, (2004), op. cit., p. 11.

²¹ Komarov (Y.).- « It's a long time since we have been analyzing implications of gas market liberalization in Europe ».- Interviews, Gazprom, 20 janvier 2004, 5 p.

Président V. Poutine à faire prévaloir sa démarche ont du probablement peser dans l'orientation d'une reprise plus ferme du contrôle du secteur pétrolier.

Compte tenu de ses besoins financiers, de ses enjeux macro économique et de l'improbabilité d'une intégration à court terme dans l'OCDE, la Russie n'est pas en mesure de gérer une guerre prolongée des prix, ni de supporter trop longtemps des prix bas du pétrole. De surcroît à la différence de l'Arabie Saoudite, elle ne dispose pas d'une marge de manœuvre lui permettant de jouer le rôle de *swing producer* (fournisseur d'appoint). Pour cela, il lui faudrait disposer d'une capacité de production qui reste inutilisée et qu'elle puisse augmenter ou diminuer rapidement sa production quand les conditions du marché l'exigent. L'Arabie Saoudite sait parfaitement que sa force, ne réside pas tant dans son niveau de production dans l'absolu mais dans l'importance de sa capacité de production non utilisée. Avec ce moyen d'intervention en réserve, elle peut peser sur l'offre et pour l'instant, elle est seule (avec l'OPEP) à disposer d'un tel moyen de dissuasion.

L'OPEP perdrait de son importance stratégique, voire sa « raison d'être » si pour une raison ou une autre elle abandonne ou ne serait plus à même de maintenir cette politique (coûteuse) de maintien d'une réserve de capacité aussi élevée²². Si l'Arabie Saoudite vient de réitérer sa volonté de maintenir une capacité de réserve (*spare capacity*) de 1,5 à 2 Mb/j, cela n'est ni envisagé ni envisageable dans le cas de la Russie qui ne peut se permettre de mobiliser et de geler de tels moyens à des fins de stabilisation du marché²³. Son attitude relève d'une manière évidente d'un comportement de *price taker* et de *free rider*.

On peut comprendre alors combien l'avenir de la politique pétrolière russe est largement corrélé à une politique favorisant la défense des prix. Il n'est pas dans son intérêt de s'opposer à l'OPEP et elle n'en a pas les moyens du fait du différentiel du coût de production en cas de guerre des prix. Par ailleurs, avec les tensions entre l'offre et de la demande pétrolières mondiales, la Russie ne s'inquiète plus de sa part de marché. Même une éventuelle baisse de la demande devrait d'abord concerner l'OPEP qui reste, jusqu'à preuve du contraire le seul producteur d'ajustement. Ces développements laissent supposer que pour les prochaines années, si nécessaire, la politique de la Russie vis à vis de l'OPEP reposera au minimum sur une neutralité bienveillante voire un soutien mesuré ou plus affirmé selon la nécessité, par exemple lorsque les prix viennent à chuter fortement.

5. La reprise en main du secteur pétrolier par l'Etat

Les autorités centrales russes se remettent au centre du jeu. La politique du secteur énergétique sera récupérée au profit du centre et au détriment des compagnies mais aussi des régions²⁴. Le gouvernement se doit de maîtriser l'évolution de la production pétrolière et des

²² Boussena (S).- "Oil and market stability after 2004 ?".- *Middle East Economic Survey*, 47 (40), 2004 pp. D1-D5

²³ Boussena (S).- « La nouvelle géopolitique pétrolière et les perspectives du marché ». - *Medenergie*, (11), 2004 p. 7-10.

²⁴ Les régions où sont localisés les grands bassins d'hydrocarbures russes jouaient jusqu'ici un rôle important du fait de l'affaiblissement de l'Etat central et des législations adoptées après la fin de l'Union soviétique.

Mendras (M.), (sous la direction de).- Comment fonctionne la Russie ? Le politique, le bureaucrate et l'oligarque.- CERI/Autrement, 2003, 122 p.

La récente décision de Poutine de procéder directement à la désignation des gouverneurs sans processus électif entre dans ce processus.

réserves, et de contrôler les stratégies d'exportation en évitant de contribuer à la phase de baisse des prix internationaux.

Si durant les récentes années, en optant pour une augmentation de la production sur la base des gisements existants, le court terme a été favorisé l'insistance des autorités russes à relancer l'exploration indique une plus grande prise en charge des préoccupations de long terme dans la nouvelle stratégie. Cela pourrait expliquer la révision vers le bas des prévisions de la production pour 2003-2007 (9,5 Mb/j en 2007)²⁵. La nouvelle politique pétrolière semble accorder plus d'importance à la politique de conservation des gisements²⁶ alors que jusqu'ici la logique se basait sur la maximisation à court terme du profit des compagnies privées.

Dans cette perspective, l'Etat cherche donc à accroître son contrôle sur ce secteur sans procéder pour autant à une renationalisation totale de l'industrie pétrolière²⁷. Un contrôle plus strict sur l'accès aux réserves²⁸, devrait se faire au détriment des régions et à l'avantage des compagnies bénéficiant de son soutien (Gazprom, Lukoil, Surgutneftegaz, Rosneft)²⁹. Les réaffectations discrétionnaires de la part de l'Etat des licences d'exploration et de développement au profit des compagnies dont il est l'actionnaire principal (Rosneft, Gazprom) sont partie intégrante de ce mouvement³⁰. Il en est de même avec le projet de fusion entre Gazprom et Rosneft, en prélude probablement à la création d'une grande compagnie à capitaux majoritairement publics, susceptibles de reprendre une partie importante des actifs de Yukos. Il s'agirait dès lors de constituer un « champion national »³¹ ou plusieurs champions nationaux sur le modèle actuellement développé par la Chine où la politique de l'Etat s'exprime via plusieurs entités publiques pour obéir à une stratégie centralisée. Ceci serait nouveau par rapport aux associations de production du modèle soviétique antérieur.

²⁵ «Moscou prévoit une croissance ralentie de la production d'hydrocarbures sur 2003-07 ».- *Pétrostratégies*, 28 juin 2004, p. 7.

²⁶ « Russia Leans Closer To Opec Goals ».- *Petroleum Intelligence Weekly*, 5 janvier 2004, 2 p.

²⁷ « Kremlin's Hand Reshapes Oil Industry ».- *Petroleum Intelligence Weekly*, n° 49, 8 décembre 2003, p. 1-2. ; «Moscow flexes its muscles».- *Petroleum Economist*, January 2004, p. 29-30.

²⁸ Les conditions plus strictes pour l'obtention d'un accord de partage de production en sont une illustration. Konoplyanik(A.).- «PSA debate not over».- *Petroleum Economist*, July 2003 p. 12 ; *Petroleum Economist*, 19 juillet 2004, p. 9.

²⁹ Berniker (M.).-« Energy executives stand firm on Russia opportunities ».- *Oil and Gas Journal*, novembre 2003, p. 42-43.

En particulier, les nombreux accords spéciaux négociés par les régions sous la présidence de B. Eltsine sont de plus en plus remis en cause par le gouvernement de V. Poutine.

³⁰ Les réaffectations des licences des gisements de Stockman, de Talakan et de Sakhaline III en sont des illustrations comme le sont les discussions sur la participation possible de Gazprom au développement de Kovytko.

³¹ « Moscou crée un géant énergétique d'Etat, Gazpromneft, mais promet d'en ouvrir le capital ».- *Pétrostratégies*, 20 septembre 2004, p. 4-5.

Dans la même logique et pour affaiblir le pouvoir des régions, les différents amendements à la *Subsoil Law* changent le système actuel basé sur une attribution conjointe (Fédéral-Local) des droits miniers³². Désormais, l'attribution des licences est du seul ressort de l'Etat fédéral. La manière dont le gouvernement russe traite actuellement le dossier Yukos, et la mise au centre de Gazprom et de Rosneft comme acteurs de premier plan du secteur des hydrocarbures³³ sont la démonstration de la détermination du gouvernement à contrôler le secteur pour le mettre au service de ses objectifs qu'ils soient internes ou externes. Enfin, sans vouloir confirmer les formules anciennes des contrats *sharing production* (de type OPEP), le gouvernement russe n'apparaît pas s'orienter pour autant vers un système totalement ouvert aux compagnies étrangères du type norvégien. Indéniablement les autorités russes sont à la recherche d'un modèle intermédiaire qui puisse encourager l'investissement étranger tout en permettant à l'Etat d'être le *deus ex machina* de la procédure.

Le gouvernement entend maintenir son contrôle sur les exportations des compagnies pétrolières russes. Cela implique le renforcement de sa tutelle sur les réseaux d'exportation via Transneft, société d'Etat. Les rivalités sur les tracés des pipelines entre Transneft, et les compagnies russes ont implicitement pour enjeu la capacité d'exportation de ces dernières. Il s'agit ainsi de limiter autant que possible la construction de pipelines privés qui seraient la propriété des compagnies pétrolières. De manière générale, le contrôle strict des projets de développement et des pipelines d'exportation existants qui permet de moduler ou de limiter le cas échéant les exportations de pétrole brut donne plus de crédibilité aux positions officielles vis-à-vis de l'OPEP.

6. Les hydrocarbures au service de l'économie

Sur le plan interne, l'objectif de croissance économique affiché par le gouvernement s'accompagne d'un deuxième enjeu relatif à la définition d'un nouveau partage de la rente entre les principaux acteurs russes (Etat, compagnies privées et consommateurs)³⁴. Constatant que les oligarques du secteur pétrolier n'ont pas, entre autres, respecté les engagements de réinvestissement dans le secteur pétrolier, les autorités centrales paraissent s'orienter vers une politique qui vise trois objectifs : en premier lieu, redistribuer une partie de la rente au profit des consommateurs en maintenant des prix relativement bas pour l'énergie finale, deuxièmement, alimenter plus substantiellement le budget de l'Etat via la fiscalité et enfin accroître les investissements des compagnies dans l'exploration pétrolière.

³² LeBoeuf, Lamb, Greene & MacRae.- « Proposed Major Changes in Subsoil Laws ».- *Russian Laws News*, février 2004, 1 p.

³³ A titre, d'exemple, la formation d'un consortium Gazprom-Rosneft-Surgutneftegaz pour candidater aux appels d'offre en Sibérie orientale démontre que l'Etat entend largement participer au développement de cette région dont l'enjeu principal est celui des proches marchés d'exportation de l'Asie. De même, l'Etat russe a procédé à des réallocations discrétionnaires de licences de développement et d'exploration au profit des compagnies nationales Rosneft et Gazprom. Le cas du gisement de Stokman en est un exemple.

³⁴ La lutte entre le président de la compagnie pétrolière Yukos, M. Khodorkovsky, et le gouvernement, n'est que la manifestation concrète et visible de la volonté d'une partie du gouvernement russe d'aboutir à un nouveau partage de la rente. Il s'agit en l'occurrence d'officiels issus des services de sécurité (l'ex-KGB aujourd'hui dénommé Federal Security Service), groupe connu sous le terme de *siloviki*. Parmi eux se trouve notamment le ministre de la Défense S. Ivanov.

« Oligarchs Bow to Putin's New Deal ».- *The Moscow Times*, 17 novembre 2003, 2 p et « Defense Minister Tries on Energy Hat ».- *The Moscow Times*, 18 novembre 2003, 2 p.

D'une manière générale, le bilan objectif fait par les autorités russes reconnaît que les réformes mises en œuvre jusqu'ici n'ont pas permis la mise en place d'une économie de marché mature, l'incomplétude des droits de propriété étant probablement une des causes majeures de cet échec. Deux incertitudes perdurent, celle relative au droit d'usage des actifs (la transférabilité des droits de propriété n'est pas assurée comme le montre l'affaire Yukos)³⁵ et celle relative à l'accès à la ressource en raison des pratiques d'attribution des licences d'exploration et de développement. Alors que la croissance reste tirée par le secteur des hydrocarbures, l'Etat s'est avéré incapable à contrôler la rente qui en est issue. Face à ce constat, un nouveau consensus politique est en voie de s'affirmer. Il maintient toujours comme cap la mise en place d'une économie de marché mais par l'utilisation explicite de l'atout hydrocarbure.

7. Le volet international de la stratégie pétrolière russe : les hydrocarbures comme atout géopolitique

Au-delà du besoin de développer le secteur pétrolier, la démarche des autorités russes semble de plus en plus viser la mise en place d'une stratégie cohérente et centralisée qui instrumentalise le secteur désormais considéré donnant un « avantage comparatif » dans la compétition internationale. Au-delà du rôle de pourvoyeur principal de devises, le secteur des hydrocarbures serait sollicité explicitement sur un plan domestique et international.

Sur le plan extérieur, il s'agit pour la Russie, grâce aux hydrocarbures, de jouer un rôle géostratégique lui permettant de peser sur les grandes négociations internationales tant par rapport au marché européen, où son poids est déterminant, que par rapport aux grands pays asiatiques (Japon, Chine, Corée du Sud) et même depuis quelque temps en direction du marché nord-américain. Quand on considère le rôle croissant du gaz naturel dans le marché énergétique mondial, le poids de la Russie prend une autre dimension. Dans un contexte où l'offre énergétique mondiale est fortement contrainte, la Russie entrevoit une opportunité d'un rôle stratégique et incontournable pour les autres grands acteurs internationaux. Les Russes cherchent à peser en étant fortement présents dans la fonction de fournisseur pour les grands marchés notamment en Europe et en Asie. Ainsi, il existe aujourd'hui de la part de la société gazière, Gazprom, une volonté clairement établie de définir une stratégie qualifiée de globale³⁶. Il s'agit de maintenir voire d'accroître ses parts de marché dans l'Union européenne et de se positionner sur les marchés asiatiques et même américain. Non contente de jouer sur la concurrence Europe-Asie en tant que source d'approvisionnement fiable aussi bien pour les liquides que pour le gaz naturel, la Russie pousse la subtilité à jouer la concurrence entre les grands acteurs asiatiques eux-mêmes dans son programme de valorisation des gisements de la Sibérie orientale³⁷.

³⁵ Un système de droits de propriété clairement défini est un système qui garantit les trois attributs d'un droit de propriété sur un actif : droit d'usage (usus) de l'actif, droit au revenu de l'actif ou plus précisément le droit de s'approprier les revenus des actifs (usus fructus), droit de transformer et d'aliéner l'actif (abusus). Ce système de droits de propriété est celui de la propriété privée qui suppose deux caractéristiques essentielles : l'exclusivité de la possession et la transférabilité des droits. Furubotn (E.), Pejovich (S.).- "Property Rights and Economic Theory : A survey of Recent Literature". – *Journal of Economic Literature*, vol 10, n° 4, décembre 1972 et Coriat (B.), Weinstein (O.).- *Les nouvelles théories de l'entreprise*.- Paris : Le livre de poche, 1995, 218 p.

³⁶ Komarov (Y.).- « It's a long time since we have been analyzing implications of gas market liberalization in Europe ». - *Gazprom*, 20 janvier 2004, 5 p.

³⁷ A ce jour, V. Poutine n'a toujours pas explicitement tranché sur le choix de l'oléoduc qui serait prioritairement construit à partir de la Russie à destination de l'Asie en dépit des demandes répétées de la part du gouvernement

Par ailleurs, avec la mondialisation des marchés du gaz naturel, elle peut sans doute prétendre à être un acteur déterminant dans la formation des prix de ce produit. Dans un contexte de tensions de l'approvisionnement mondial pétrolier (voire peut être gazier pour les Etats-Unis), la Russie a incontestablement une carte maîtresse à jouer dans le cadre des propositions de « partenariat stratégique ».

De ce point de vue, les hydrocarbures deviennent un élément structurant de sa politique étrangère avec les pays de la CEI, son « étranger proche », mais aussi avec les pays d'Europe du Sud et ceux d'Europe orientale. Cherchant à s'internationaliser, les compagnies russes, notamment Gazprom et Lukoil, sont de plus en plus présentes dans ces zones au travers de prises de participations dans les entreprises en voie de privatisations ou au travers d'une politique de joint venture³⁸. Ceci est tout particulièrement vrai en Asie centrale et en Caspienne ce qui accroît les complémentarités (plutôt que les oppositions) entre ces deux zones. L'Etat russe entend, ainsi, « réinvestir » l'espace économique de l'Asie centrale et accroître son influence sur la région³⁹. Cette politique internationale pourrait aussi expliquer le redéploiement et la multiplication des interventions des compagnies pétrolières russes (proche de l'Etat) dans d'autres régions pétrolières mondiales notamment au Moyen Orient et en Afrique du nord⁴⁰.

Après avoir voulu adopter d'une manière brutale un modèle de privatisation visant à établir une économie de marché mature où le secteur des hydrocarbures aurait été banalisé, la Russie semble, surtout depuis le deuxième mandat de V. Poutine, vouloir réorienter sa stratégie économique. Le cap final reste la mise en place d'une économie de marché totalement intégrée au marché mondial. Mais prenant conscience que la réalisation de cet objectif ne pouvant être immédiate, elle a décidé d'utiliser, dans une phase de transition, le levier des hydrocarbures comme facteur d'accélération du processus. Se faisant, elle adopte une

chinoise. Deux options sont examinées : celui à destination de la Chine (initialement promu par Yukos) et celui à destination du Japon. De la même manière, la réalisation du premier gazoduc Russie-Chine à partir du gisement de Kovytko développé par la joint venture TNK-BP est retardé par la stratégie du gouvernement russe qui entend réintégrer Gazprom dans le jeu gazier asiatique.

³⁸ « Broadening export strategy ».- *Petroleum Economist*, mai 2004, p. 21-23.

³⁹ Il est très difficile de définir les connexions entre la politique étrangère de V. Poutine et les stratégies des compagnies énergétiques russes. Mais comme le souligne R. Legvold, on ne peut ignorer que les prises de participations de certaines de ces compagnies dans les pipelines, les raffineries, les gisements d'Asie centrale s'accordent avec la volonté de V. Poutine d'accroître son influence sur cette zone. Différentes organisations de coopération regroupant la Russie, les pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Turkménistan) ont ainsi vu le jour. Il s'agit en particulier de la « Shanghai Cooperation Organisation ». Notons également l'adhésion récente en septembre 2004 de la Russie à l'Organisation de Coopération des pays d'Asie centrale. Ceci peut présager d'une intégration commerciale plus forte entre ces pays et d'une nouvelle influence stratégique de la Russie sur des pays de son « étranger proche ».

Legvold (R.).- « Russia's Unformed Foreign Policy ».- *Foreign Affairs*, n° 5, septembre-octobre 2001, p. 70.

⁴⁰ Par exemple, Le « pacte énergétique » signé entre la Russie et l'Arabie saoudite en septembre 2003 suite à la visite du prince Abdullah Bin Abdel-Aziz à Moscou permet d'envisager un certain nombre de projets communs entre les deux pays et la participation de sociétés russes (Gazprom, Lukoil) au développement gazier de l'Arabie saoudite.

« Saudi Pact Shows Russia's New Strength ».- *Petroleum Intelligence Weekly*, n° 36, 8 septembre 2003, p. 1-2.

démarche qui ne s'éloigne pas de celle de l'OPEP. Bien que sur le plan du discours, la démarche affichée est celle qui la rapprocherait d'un modèle de marché (ne reposant pas sur la reconnaissance explicite de l'utilisation de la rente), la Russie rejoint par sa pratique le modèle de développement déclaré dans certains pays de l'OPEP : utiliser les hydrocarbures pour accélérer le développement. Ce modèle hybride, une sorte de troisième voie combinant les deux modèles sus cités, peut-il constituer le mode de gouvernance du secteur des hydrocarbures dans la phase de transition pour permettre à la Russie de réellement s'intégrer au G8 ?

Bibliographie

Berniker (M.).-« Energy executives stand firm on Russia opportunities ».- *Oil and Gas Journal*, novembre 2003, p. 42-43.

Boussena (S.).- "Oil and market stability after 2004 ?"- *Middle East Economic Survey*, 47 (40), 2004, pp. D1-D5

Boussena (S.).- « La nouvelle géopolitique pétrolière et les perspectives du marché ».- *Medenergie*, (11), 2004, p. 7-10.

« Broadening export strategy ».- *Petroleum Economist*, mai 2004, p. 21-23.

« Chapitre 9 : Russia-An in Depth Study » in *World Energy Outlook 2004*, draft AIE-OCDE, septembre 2004

Coriat (B.), Weinstein (O.).- *Les nouvelles théories de l'entreprise*.- Paris : Le livre de poche, 1995, 218 p.

« Defense Minister Tries on Energy Hat ».- *The Moscow Times*, 18 novembre 2003, 2 p.

Fontaine (J-M.), Laherrère (J.), Perrodon (A.).- « Le rebond de la production pétrolière en Russie : Quelles perspectives à long terme ? Quelles opportunités industrielles ? ».- *Revue de l'Energie*, n° 538, juillet-Août 2002, p. 421-432.

Furubotn (E.), Pejovich (S.).- "Property Rights and Economic Theory : A survey of Recent Literature". – *Journal of Economic Literature*, vol 10, n° 4, décembre 1972.

Hoff (K.), Stiglitz (J.).- « After the Big Bang ? Obstacles to the Emergence of the Rule of Law in Post-Communist Societies ».- *World Bank Policy Research, Working Paper 2934*, décembre 2002, 44 p.

Hoff (K.).- « The logic of Political Constraints and Reform With Application to Strategies for Privatization ».- *The World Bank*, 4 December 2002, 39 p.

Khartukov (E.), Starostina (E.).- "Ex-Soviet Oil Exports : Are the Russians really Coming".- *MEES* 47 :4, 26 janvier 2004, 10 p.

Komarov (Y.).- « It's a long time since we have been analyzing implications of gas market liberalization in Europe ».- *Gazprom*, 20 janvier 2004, 5 p.

- Konoplyanik(A.).- "PSA debate not over".- *Petroleum Economist*, July 2003 p. 12
- « Kremlin's Hand Reshapes Oil Industry ».- *Petroleum Intelligence Weekly*, n° 49, 8 décembre 2003, p. 1-2.
- LeBoeuf, Lamb, Greene & MacRae.- « Proposed Major Changes in Subsoil Laws ».- *Russian Laws News*, février 2004, 1 p.
- Legvold (R.).- « Russia's Unformed Foreign Policy ».- *Foreign Affairs*, n° 5, septembre-octobre 2001, p. 70.
- Levy (B.), Spiller (P.) (Eds).- *Regulations, Institutions and Commitment*.- Cambridge University Press, 1996.
- Locatelli (C.).- "The russian oil industry between public and private governance : obstacles to international oil companies' investment strategies". *Energy Policy*, 2004, (à paraître), 17 p
- Locatelli (C.), Finon (D.).- "L'échec du consensus de Washington dans une économie en transition : institutions formelles de marché et secteur de rente." *Economie appliquée*, 2004 (à paraître), 28 p.
- Mendras (M.), (sous la direction de).- Comment fonctionne la Russie ? Le politique, le bureaucrate et l'oligarque.- CERI/Autrement, 2003, 122 p.
- "More Oil Taxes on the Way".- *The Moscow Times*, 7 juillet 2004.
- Lambert (T.), Woollen (I.).- "View of 12 million b/d Russian output by 2010 places focus on export limits".- *Oil and Gas Journal*, 26 juillet 2004, p. 32-38.
- « Moscou crée un géant énergétique d'Etat, Gazpromneft, mais promet d'en ouvrir le capital ».- *Pétrostratégies*, 20 septembre 2004, p. 4-5.
- "Moscow flexes its muscles".- *Petroleum Economist*, January 2004, p. 29-30.
- "Moscou prévoit une croissance ralentie de la production d'hydrocarbures sur 2003-07 ».- *Pétrostratégies*, 28 juin 2004, p. 7.
- « Oligarchs Bow to Putin's New Deal ».- *The Moscow Times*, 17 novembre 2003, 2 p.
- Pauwels (J.P), Swartenbroekx (C.).- « La politique pétrolière russe : entre le G8 et l'Arabie Saoudite ».- *Revue de l'Energie*, n° 537, juin 2002, p. 366-379.
- Petroleum Intelligence Weekly*, 19 juillet 2004, p. 9.
- « Putin seizes Yukos shares ; Yukos names new CEO » *OGJ*, 10 novembre 2003
- Roland (G.).- *Transition and Economics : Politics, Markets, and Firms*.- The MIT Press, 2000, 400 p.

« Russia Leans Closer To Opec Goals ».- *Petroleum Intelligence Weekly*, 5 janvier 2004, 2 p.

« Russian Economic Report ».- *World Bank*, n°7 février 2004, 22 p.

« Russian Economy : Trends and Perspectives ». *Institute for The Economy in Transition*, Monthly Bulletin, septembre 2003 et juillet 2003.

Rautava (J.).- « The role of oil prices and the real exchange rate in Russia's economy ».- *Bank of Finland, Institute for Economies in Transition, BOFIT*, Discussion Papers, 2002, n°3, 21 p.

« Saudi Pact Shows Russia's New Strength ».- *Petroleum Intelligence Weekly*, 8 septembre 2003, p.1-2.

Shleifer (A.), Vishny (R.).- *The Grabbing Hand – Government Pathologies and their Cures*.- Cambridge, MA : Harvard University Press, 1998.

Tompson (W.).- *Putin and the 'Oligarchs' A two-Sided Commitment Problem*.- The Royal Institute for International Affairs, Prospects For The Russian Federation Project, REP BN 04/03, august 2004, 16 p.

« World Energy Investment Outlook 2003 ».- *AIE-OCDE*, 2003, p. 148.

« World Energy Investment Outlook 2002 ».- *AIE-OCDE*, 2002, 530 p.